

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL DE VAL TERBI DU 20 JUIN 2017 / N° 26

Président : M. Xavier Dobler, président du Conseil général

Secrétaire : Mme Sophie Lachat, secrétaire du Conseil général

Lieu : Centre communal de Vicques – 1^{er} étage

Monsieur **Xavier Dobler**, souhaite la bienvenue aux conseillers communaux, aux conseillers généraux. Monsieur **Xavier Dobler** félicite Madame **Dorothée Lovis** pour son entrée au 1^{er} juin 2017 au Conseil communal en remplacement de Madame **Françoise Chételat-Jan**. Les recherches pour le remplacement de Madame Dorothée Lovis au Conseil général suit son cours. Il salue les représentants de la presse et de la radio. Il n'y a pas de public.

La séance de ce soir a été convoquée :

- par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura n° 21 du 7 juin 2017
- par convocation à domicile
- par affichage public

L'ordre du jour est le suivant :

1. Appel
2. Procès-verbal du Conseil général du 16 mai 2017
3. Communications
4. Questions orales
5. Demande de prolongation du délai de réponse du postulat de Monsieur Xavier Dobler intitulé "Etude pour un nouveau local pour la voirie"
6. Ratification des dépassements budgétaires et approbation des comptes de l'exercice 2016 de la Commune mixte de Val Terbi et des bourgeoisies de Montsevelier, Vermes et Vicques
7. Raccordement du village de Montsevelier au SEDE
 - a. Discuter et préavisier un crédit de Fr. 1'540'000.- pour le raccordement des eaux usées du village de Montsevelier au SEDE (à couvrir par voie d'emprunt, sous déduction des subventions à recevoir et participation de tiers) ; élaborer le message au corps électoral ;
 - b. Discuter et approuver une dépense préalable de Fr. 150'000.- pour des travaux anticipés dans le secteur « Sous Vassa » ; donner compétence au Conseil communal pour le financement et la consolidation du projet
8. Nomination d'un membre au bureau du Conseil général

Monsieur **Xavier Dobler** demande s'il y a des propositions de modification à cet ordre du jour.

Comme il y n'a pas d'observation, l'ordre du jour est accepté tel que formulé.

1. Appel

La parole est donnée à la secrétaire du Conseil général, Madame **Sophie Lachat**, qui procède à l'appel nominatif des conseillers généraux.

Présents : Madeleine Brêchet, Jean-Paul Bindy, Luc Chalverat, Jean-Luc Charmillot, Jean-Paul Chételat, Martial Chételat, Régis Chételat, Martin Clerc, Laurent Der Stepanian, Xavier Dobler, Michel Gury, Daniel Joray, Romain Lambert, Philippe Limacher, Samuel Rohrbach, Mme Dominique Rudolf, René Ruffieux, Alain Ryser, Pierre-Henri Scherer.

Excusé : Pascal Lachat.

Non-excusés : Vincent Charmillot, Carlos Peña Reyes.

19 sur 22 conseillers généraux sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur le maire est présent ainsi que 5 conseillers communaux. Madame **Sylviane Faivre** est excusée.

2. Procès-verbal du Conseil général du 16 mai 2017

Le procès-verbal a été envoyé à chacun et chacune. **Monsieur le président** propose de ne pas en faire la lecture. Il n'y a pas d'avis contraire.

Monsieur le président demande s'il y a des remarques, modifications à apporter.

Comme il n'y a pas de remarque, **Monsieur le président** déclare ainsi le procès-verbal accepté tacitement avec remerciements à son auteure.

3. Communications

CONSEIL COMMUNAL

Etat du projet Scheulte

Monsieur Yvan Burri, conseiller communal

"Monsieur le président, Mesdames, Messieurs les conseillers, le projet de notre commune concernant la protection contre les crues de la Scheulte et la revitalisation des fonctions biologiques de la rivière est de ces projets de qui, comme le cours d'une rivière est fait de méandres, de retenues et de passages où l'eau se cherche un cheminement. Une autre vérité est que le courant l'entraîne et que la direction est connue. Pour l'accompagner dans cet entrain notre commune peut compter sur les services de votre serviteur et des personnes de bonne volonté issues de la commission des travaux publics. Les séances et autres mises au point par courriel sont nombreuses et techniques.

Le travail de nos mandataires en est au stade de projet d'ouvrage et a déjà fait l'objet d'une première lecture par l'office jurassien de l'environnement. Le projet a été jugé favorablement par les personnes qui en ont pris connaissance. Quelques demandes de détail ont été complétées pour son envoi à l'office fédéral de l'environnement. Le dossier est très technique et l'ambition de toucher un taux maximum de subventionnement a été demandé aux bureaux d'ingénieurs. Le jeu en vaut la chandelle mais les exigences sont élevées. La subvention maximale est de 90%.

A cela s'ajoute des travaux du service des infrastructures du canton et ceux de la commune comme l'éclairage public ou les canalisations. Cela demande dans l'ensemble un travail multisectoriel de la part de nos mandataires. La collaboration entre le service des infrastructures et la commune est bonne et fructueuse.

Le projet est divisé entre les coûts des mesures nécessaires à la protection contre les crues dont font partie la reconstruction du pont de la route cantonale et le voûtage du Biel de Val sous cette même route et les mesures qui concernent la revitalisation. Un ratio entre les deux est nécessaire pour démontrer la volonté du maître d'ouvrage de prendre en considération les deux parties du projet.

A l'heure actuelle le devis total, donc y compris les études déjà faites, s'élève à Fr 8'100'000.-.

Le retour d'examen nous permettra d'y voir clair sur les montants admis au subventionnement de ceux qui ne le sont pas et de prendre les décisions qui concernent notre commune.

Nous sommes en attente du préavis et dans l'espoir que notre projet fera l'objet d'un examen rapide à la confédération.

Si tout se passe comme prévu les résultats de l'examen préalable devraient nous parvenir en septembre et une présentation au conseil général est prévue avant la fin de l'année en vue de l'obtention d'un crédit de réalisation. Merci de votre attention".

CONSEIL GÉNÉRAL

Aucune communication.

4. Questions orales

SEOD – Déchèterie régionale

M. Jean-Luc Charmillot, conseiller général

(La question n'a pas été déposée par écrit). "Je suis stupéfait des propos de Madame Françoise Collarin dans un dernier Quotidien Jurassien. Selon les dires de cette dame, la déchèterie régionale pourrait voir le jour en invoquant la garantie de la taxe à 27 francs et que la majorité des communes avalisent le crédit de 4 millions.

Précédemment, lors de sa présentation en séance du Conseil général, Madame Collarin affirmait que la réalisation de la déchèterie régionale verrait le jour si au moins 12 communes et 62% de la population adhéraient alors que le taux sera au maximum d'environ 58,4% si toutes les communes qui n'ont pas encore répondu le faisait favorablement. Le SEOD fait donc abstraction de ce résultat".

Réponse du Conseil communal par M. Michel Brahier, maire

Monsieur le maire ressort une lettre du SEOD en relevant que pour que le projet se réalise, il faut que 62% de la population adhère. Si ce chiffre n'est pas atteint, le projet ne se réalisera pas. Il transmettra prochainement ses remarques auprès de l'Association des maires du district de Delémont et du SEOD.

Monsieur Jean-Luc Charmillot est satisfait.

Arrêt de bus près de la « Fleur de Lys » à Vicques

M. Jean-Luc Charmillot, conseiller général

(La question n'a pas été déposée par écrit). "L'arrêt de bus près de la Fleur de Lys à Vicques n'est pas optimal. Les cars postaux sont de plus en plus longs. Lors de son arrêt à cet emplacement, le car s'arrête directement sur la route et déborde sur le passage pour piétons. Cette manœuvre est dangereuse pour les automobilistes et les piétons. Peut-on entrevoir une autre possibilité avant d'être le théâtre d'un accident.

Réponse du Conseil communal par M. Yvan Burri, conseiller communal

M. Yvan Burri a pris acte et fera en sorte d'obtenir une visite des lieux avec les instances concernées.

Monsieur Jean-Luc Charmillot est satisfait.

5. Demande de prolongation du délai de réponse du postulat de Monsieur Xavier Dobler intitulé "Etude pour un nouveau local pour la voirie"

Comme il s'agit du postulat de Monsieur Xavier Dobler actuellement président du Conseil général, celui-ci cède la parole à Monsieur Martin Clerc, vice-président pour mener les débats.

Débat de fond: M. Yvan Burri, conseiller communal

"Monsieur le Conseiller général en réponse à votre postulat, le bâtiment pressenti pour accueillir la voirie a été loué pour une activité industrielle peu après que nous soyons entrés en matière avec le propriétaire. Dès le début de nos entretiens, le propriétaire nous a fait savoir qu'il avait une offre d'une entreprise. Le maintien d'une activité industrielle avait été évoqué lors du Conseil général. Pour rappel, l'exécutif souhaitait que le tissu industriel perdure dans notre commune et les possibilités d'y parvenir doivent être prises en compte surtout si elles ne nécessitent pas une nouvelle construction. En outre, Monsieur Fringeli souhaitait ne louer qu'une partie du dépôt et conserver son activité dans l'autre. Ces locaux ne sont donc plus à disposition. Au postulat qui demandait que l'emplacement du local de voirie soit envisagé dans le bâtiment de Monsieur Fringeli, je ne peux que répondre que cela n'est plus possible.

Le Conseil communal a ensuite évoqué une possibilité de valoriser le terrain du Tritout en cas d'adhésion à la déchèterie régionale pour y construire un bâtiment abritant la voirie. Manifestement, cela n'est plus d'actualité.

La réponse à votre postulat Monsieur le Conseiller ne serait pas complète sans dire que j'entends, de concert avec la commission, étudier des possibilités plus rationnelles pour le service de voirie à savoir :

- les besoins de notre voirie
- l'accueil de la voirie de Corban
- les entrepôts près de la rivière qui sont désuets
- une modernisation du centre d'entretien selon les opportunités de locaux existants ou d'une nouvelle construction
- l'emplacement de notre voirie vu que notre commune se développe à l'est

Pour toutes ces raisons et parce que la commission a déjà fort à faire, je vous demande Mesdames et Messieurs les Conseillers une prolongation de six mois du délai de réponse au postulat".

Monsieur le président ouvre une discussion. Monsieur **Xavier Dobler** trouve dommage de ne pas avoir saisi l'opportunité du local de M. Fringeli qui a fait une offre de location bien en dessous des prix du marché (env 40%) mais vu les faits invoqués par Monsieur Yvan Burri, il accepte personnellement la prolongation de réponse du postulat de 6 mois.

Plus personne ne demande la parole. **Monsieur le vice-président** passe au vote.

Votation : La demande de prolongation de 6 mois, soit jusqu'à décembre 2017 du délai de réponse du postulat de Monsieur Xavier Dobler intitulé "Etude pour un nouveau local pour la voirie" est accepté.

6. Ratification des dépassements budgétaires et approbation des comptes de l'exercice 2016 de la Commune mixte de Val Terbi et des bourgeoisies de Montsevelier, Vermes et Vicques

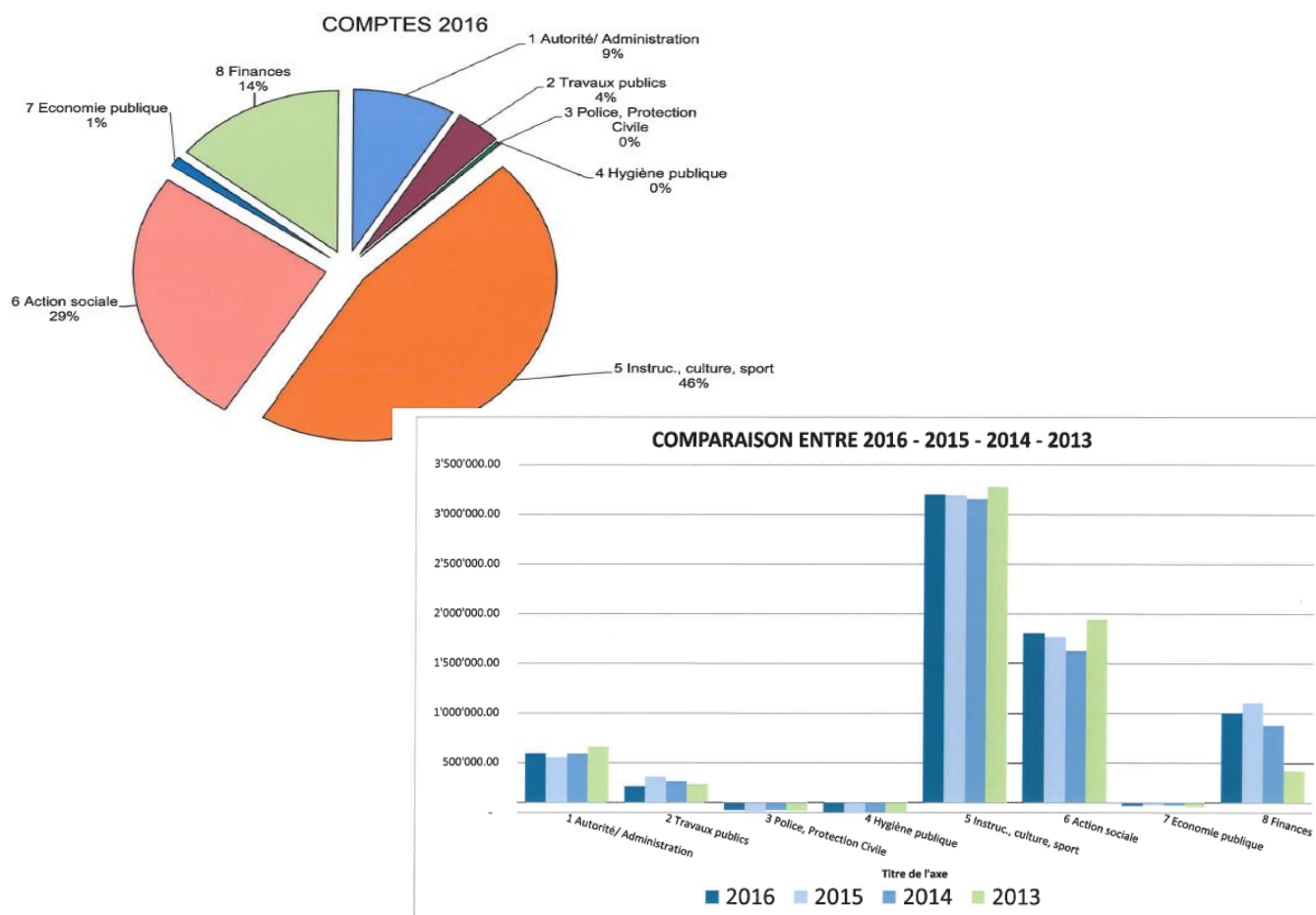
Entrée en matière : M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

"Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Conseillers généraux, l'exercice 2016 est soumis à votre approbation".

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fond : M. Claude-Alain Chapatte, conseiller communal

Répartition des dépenses communales et comparaison des résultats



Résultats 2016

COMPTES 2016

Comptes municipaux

	Comptes 2012 *	Comptes 2013	Comptes 2014	Comptes 2015	Budget 2016	Comptes 2016	
1 Autorité/ Administration	750'765.60	660'318.75	593'579.82	551'430.26	596'600.00	594'675.66	charges
2 Travaux publics	247'699.70	287'221.75	311'820.50	361'018.00	339'000.00	263'242.70	charges
3 Police, Protection Civile	38'113.65	15'785.55	22'227.00	7'658.45	27'700.00	23'620.24	charges
4 Hygiène publique	-	-	-	-	100.00	-	charges
5 Instruc., culture, sport	3'146'981.67	3'273'930.95	3'154'745.39	3'191'533.13	3'281'200.00	3'196'437.21	charges
6 Action sociale	1'401'886.50	1'943'794.48	1'626'868.55	1'767'084.55	1'862'800.00	1'802'476.40	charges
7 Economie publique	70'779.15	55'526.55	71'090.70	74'162.40	77'800.00	66'795.25	charges
8 Finances	1'278'923.21	420'339.68	882'251.10	1'107'064.71	814'300.00	1'001'789.78	charges
9 Imposition	- 6'351'075.10	- 6'403'520.75	- 6'690'297.55	- 7'130'477.95	- 6'919'400.00	- 7'014'099.61	produits
Résultat chapitre 1-9	584'074.38	253'396.96	- 27'714.49	- 70'526.45	80'100.00	65'062.37	produits
11 Enlèvements des ordures	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
12 Inhumations	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
13 Service du feu	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
14 Canalis. & inst. épur. eaux	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	
15 Service des eaux	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	autofinancement	

* les comptes 2012 sont une compilation des 3 communes

Comptes bourgeois

Bourgeoisie Montsevelier	- 5'156.45	- 21'992.30	- 16'472.57	- 4'829.30	4'875.00	- 9'402.66	produits
Bourgeoisie de Vermes	104.55	- 29'376.87	- 4'801.60	23'362.50	11'183.00	- 14'511.45	produits
Bourgeoisie de Vicques	- 46'327.63	- 213'840.01	162'763.96	- 8'965.89	- 13'650.00	937.20	charges
Résultat des bourgeoisies	- 51'379.53	- 265'209.18	141'489.79	9'567.31	2'408.00	- 22'976.91	produits

Dépassements budgétaires à ratifier

Trois dépassements budgétaires sont à ratifier :

- 1) Le poste 0600.366.00, secours d'assistance, dépassement de 150'000 francs
- 2) Le poste 0820.330.00, dépréciation du patrimoine financier, dépassement de 73'000 francs
- 3) Le poste 0820.331.00, amortissement du patrimoine administratif, dépassement de 107'000 francs

Services communaux

- L'enlèvement des ordures boucle sur un bénéfice de 10'000 francs
- Eaux usées : 66'000 francs ont pu être attribués au fonds de réserve
- Le poste « cours d'eau et travaux hydrauliques » a terminé sur un bénéfice de 104'000 francs (attribuée au fonds de réserve)
- Service des eaux : attribution au fonds de réserve de 4'000 francs

Autofinancement

Les bons résultats enregistrés cette année ont permis de porter l'autofinancement à 1.12 million. Ce résultat est encourageant, car il est basé sur une année « normale » qui ne comprend pas de revenus extraordinaires. En ce sens, cette somme est la plus élevée obtenue par notre jeune commune.

Pour rappel, les dépenses en cours ou prévues sont nombreuses : halle de Montsevelier, accueil petite enfance et écoliers, éclairage public, SEVT, berges, mais aussi de conséquents rattrapages en matière d'infrastructures (routes, canalisations, isolation des bâtiments). L'autofinancement de 1,12 million, bien que réjouissant dans une approche historique, devra être mis en perspective avec une planification à moyen-long terme au début de la prochaine législature, afin de vérifier son adéquation avec les nombreux investissements à venir.

Appréciation du résultat

Les raisons principales de ce résultat supérieur aux prévisions sont :

- Des charges cantonales stabilisées ;
- Les intérêts des dettes toujours en baisse. Moins 10'000 francs par rapport à 2015 malgré l'ouverture du crédit de construction de la halle de Montsevelier ;
- Les impôts d'entreprises en hausse de 100'000 francs par rapport au budget ;
- Les « lignes du budget » strictement respectées par les autorités.

Bourgeoisies

- Montsevelier : excédent de revenus de 9'000 francs (excédent de charges de 5'000 francs au budget). La fortune s'élève à 504'000 francs. Ce bon résultat découle d'une année sans investissements. Cependant, la dette de la bourgeoisie envers la commune augmente de 9'000 francs pour s'établir à 269'000 francs. Pas de dépassement budgétaire.
- Vermes : bénéfice de 14'000 francs contre excédent de revenus de 11'000 francs au budget. Ce résultat meilleur que prévu découle d'éléments extraordinaires. La fortune s'élève à 780'000 francs. Liquidités restreintes à nulles. Pas de dépassement budgétaire.
- Vicques : excédent de charges de 1'000 francs (excédent de revenus de 14'000 francs au budget). Fortune de 1,7 million. Pas de problèmes de liquidités. Pas de dépassement budgétaire. Rien de particulier à signaler.

Une séance réunissant les 3 commissions bourgeoises, le CC et la CGVF a été organisée en avril 2017. La fragilité financière de 2 des 3 bourgeoisies a été évoquée. Les discussions ont aussi porté sur les solutions structurelles qui pourraient être étudiées à long terme. Les bons résultats de 2016 sont rassurants, mais ils ne doivent pas occulter la capacité d'autofinancement très réduite.

Conclusion

Les comptes 2016 ont été révisés par Revicom pour la municipalité et par la commission de gestion, de vérification des comptes et des finances pour les bourgeoisies. La commission de gestion, de vérification des comptes et des finances recommande l'acceptation de l'ensemble sous la forme qui vous est soumise. Le Conseil communal a accepté les comptes tels que présentés et les dépassements de budget dans sa séance du 16 mai 2017.

Le Conseil communal vous invite à accepter les comptes 2016 et à ratifier les dépassements budgétaires.

Monsieur le président ouvre une discussion générale.

Monsieur **Luc Chalverat** constate que les comptes sont positifs alors pourquoi ne pas profiter de poursuivre la réfection des places de jeux et la rue de l'Indépendance.

Monsieur **Claude-Alain Chapatte** informe que la place de jeux de Montsevelier a été refaite à neuf, celle de Vicques sera en discussion au sein du Conseil communal durant les semaines à venir. Ces dépenses devront faire l'objet d'une planification financière. Elle devra être instaurée par les membres de la prochaine législature.

Monsieur le président lit le rapport et observation du Conseil communal

"Les comptes 2016 ont été bouclés par le caissier communal le 21 avril 2017. Ceux-ci se soldent par un excédent de produits de 65'062.37 francs alors que le budget prévoyait une charge excédentaire de 80'100 francs. Dans son rapport, le caissier fournit les explications détaillées sur le résultat des comptes.

La société REVICOM SA a procédé à la vérification des comptes du 24 au 25 avril 2017. Après lecture du rapport de la société REVICOM SA, les membres de la commission de gestion, de vérification des comptes et des finances recommandent d'approuver les comptes 2016 tels que présentés.

Le Conseil communal, lors de sa séance du 16 mai 2017, a pris connaissance du résultat des comptes et des différents rapports. Il accepte les comptes tels que présentés et les soumettra, pour approbation, au prochain Conseil général de la commune mixte de Val Terbi, convoqué pour le 20 juin 2017".

Monsieur le président passe au vote.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte la ratification des dépassements budgétaires de la commune mixte de Val Terbi.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2016 de la commune mixte de Val Terbi présentant un bénéfice de 65'032.37 francs.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2016 de la bourgeoisie de Montsevelier présentant un excédent de produits de 9'402.66 francs.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2016 de la bourgeoisie de Vermes présentant un excédent de produits de 14'511.45 francs.

Votation : A l'unanimité, le Conseil général accepte les comptes de l'exercice 2016 de la bourgeoisie de Vicques présentant un excédent de charges de 937.20 francs.

7. Raccordement du village de Montsevelier au SEDE

a). Discuter et préavisier un crédit de Fr. 1'540'000.- pour le raccordement des eaux usées du village de Montsevelier au SEDE (à couvrir par voie d'emprunt, sous déduction des subventions à recevoir et participation de tiers) ; élaborer le message électoral ;

b). Discuter et approuver une dépense préalable de Fr. 150'000.- pour des travaux anticipés dans le Secteur « Sous Vassa » ; donner compétence au Conseil communal pour le financement et la consolidation du projet

Entrée en matière : M. Yvan Burri, conseiller communal

"Dès le début de mon mandat les manquements au niveau des performances de la STEP m'ont été signalés par l'office de l'environnement. L'état général et les investissements nécessaires m'ont conduit à la réflexion de l'opportunité d'amener les eaux usées à la STEP de Soyhières. C'est pourquoi, Mesdames et Messieurs les Conseillers généraux je vous demande de voter l'entrée en matière".

L'entrée en matière n'est pas combattue.

Débat de fonds : M. Yvan Burri, conseiller communal

"Notre STEP de Montsevelier va mal. Depuis des années les analyses des eaux rejetées ne répondent pas aux exigences minimales. Notre employé en charge de son fonctionnement fait ce qu'il peut avec l'outil qu'on lui donne mais ne peut faire des miracles. Les pannes sont répétitives que ce soit mécaniques ou électroniques. Le choix était simple. Investir massivement ou s'en passer. Le conseil communal et la commission sont d'avis qu'un investissement qui permettrait le traitement des eaux usées par les équipements du syndicat créé à cet effet serait déjà à moyen terme plus intelligent que la réfection de notre STEP.

Un rapport d'opportunité a donc été demandé à un bureau d'ingénieurs régional qui nous a conforté dans notre choix.

Sur les trois variantes proposées nous avons choisi celle qui aboutissait au collecteur à Courchapoix.

Je ne vais pas relire ici les arguments dont vous avez pris connaissance dans le rapport du conseil communal mais simplement dire que du point de vue du traitement des eaux, d'économie d'énergie et de coûts de fonctionnement la solution est de raccorder la STEP au SEDE.

A présent je vais demander à votre collègue Romain Lambert, porteur du projet au bureau SD à Delémont, de bien vouloir nous présenter le projet".

La parole est donnée à Monsieur **Romain Lambert** du bureau d'ingénieur SD ingénierie donnant des informations sur ledit sujet par le biais de slides.

Considérations générales

La station d'épuration de Montsevelier est maintenant âgée de près de 30 ans. Celle-ci ne fonctionne plus correctement. Par un défaut d'investissements continus, elle montre un état de fatigue avancé et réclame des investissements de réparation importants. De plus, des coûts de fonctionnement annuels sont à porter au budget de fonctionnement. Les différentes analyses de rejets effectuées par l'Office de l'environnement (ENV) ont montré que la station ne répond plus aux exigences légales depuis plusieurs années, avec des rejets d'eaux qui ne sont pas suffisamment traités. On peut aussi s'attendre à l'avenir à des exigences supérieures en matière d'épuration. D'autres petites stations communales de traitement des eaux ont été abandonnées notamment à Pleigne et à Welschenrohr au profit d'un raccordement à une station régionale. Ce projet a aussi le mérite d'une économie d'énergie pour notre commune.

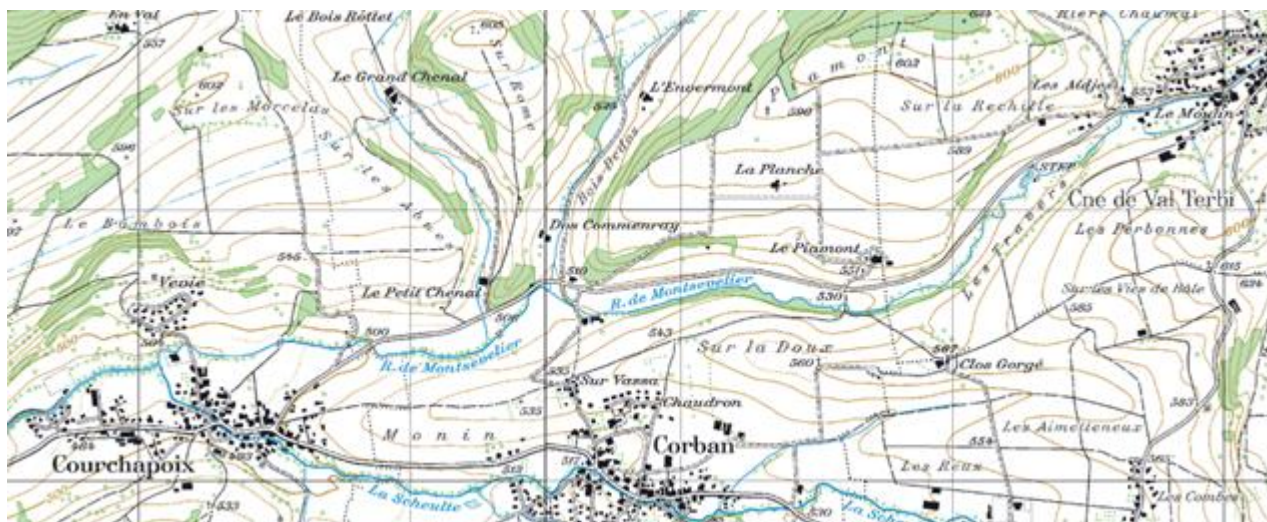
Pour ces raisons, le Conseil communal s'est prononcé sur une solution de traitement des eaux usées de Montsevelier par le SEDE.



Considérations particulières

En février 2016, les autorités communales ont mandaté un bureau technique pour mener une étude de faisabilité avec comme cahier des charges de supprimer la station d'épuration de Montsevelier et raccorder les eaux usées du village de Montsevelier au SEDE de Soyhières.

Trois variantes ont été proposées. Le Conseil communal s'est prononcé favorablement pour une solution technique gravitaire en construisant un collecteur de Montsevelier jusqu'à Courchapoix, DN 200 mm d'une longueur de 3'375 m, pour rejoindre le collecteur intercommunal du SEDE existant en bordure de la Scheulte.

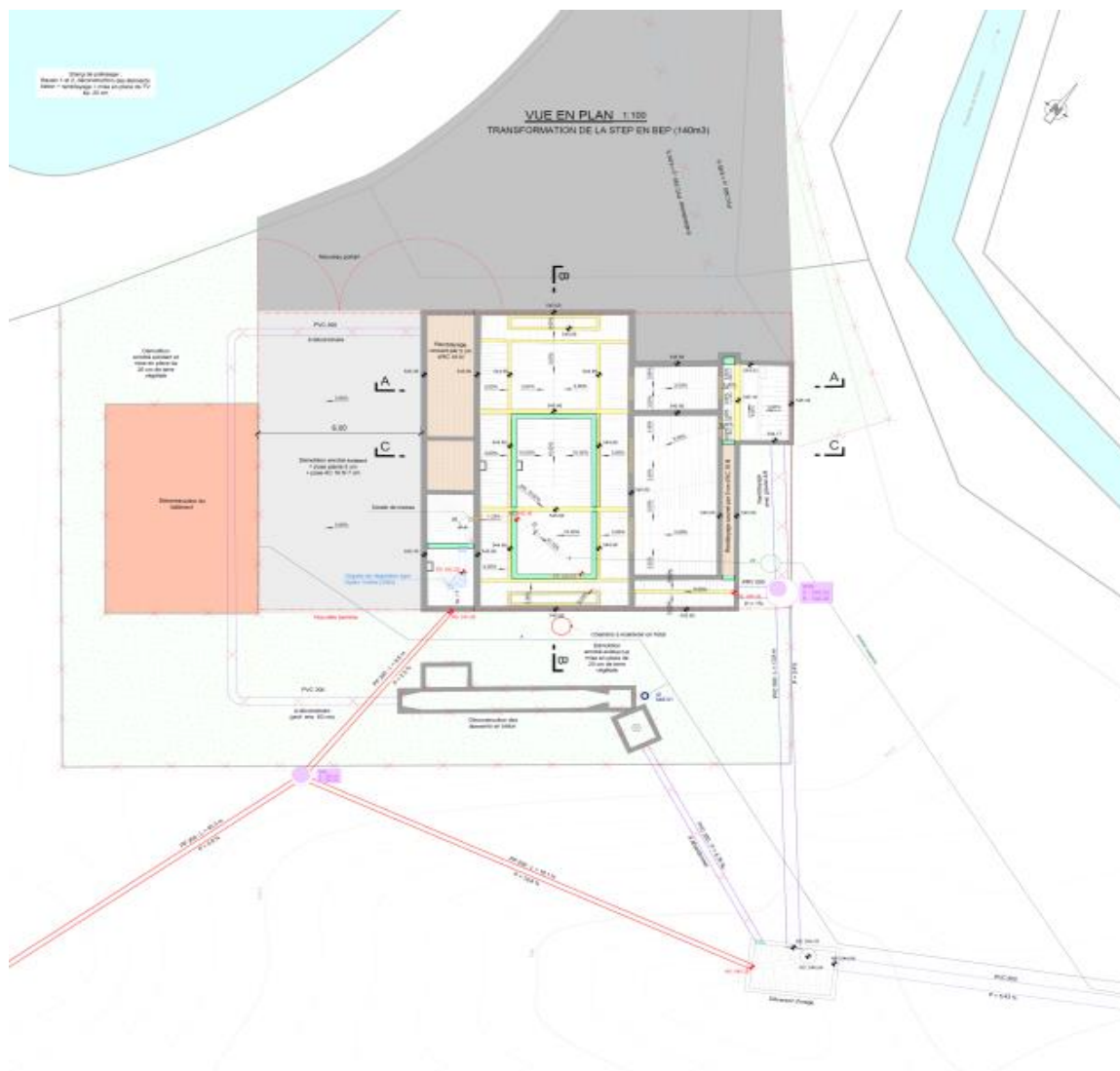


Cette réalisation permettra une économie sur les coûts d'exploitation et d'entretien de la station d'épuration actuel dès la mise en service.

Montsevelier, transformation d'une STEP en BEP

La STEP de Montsevelier se compose actuellement d'un déversoir d'orage, d'un bâtiment technique, de bassins de différentes tailles et profondeurs et de deux bassins de polissage. Les infrastructures existantes seront partiellement réutilisées pour la réalisation d'un BEP (bassin des eaux pluviales). Cette stratégie de réutilisation offre un avantage important en termes d'écologie et d'économie.

Le bâtiment actuel est en bon état structurel. S'il devait être transformé pour un autre usage, il sera bien entendu nécessaire de démonter les installations actuelles mais aussi de sécuriser les structures intérieures par de nouveaux aménagements.

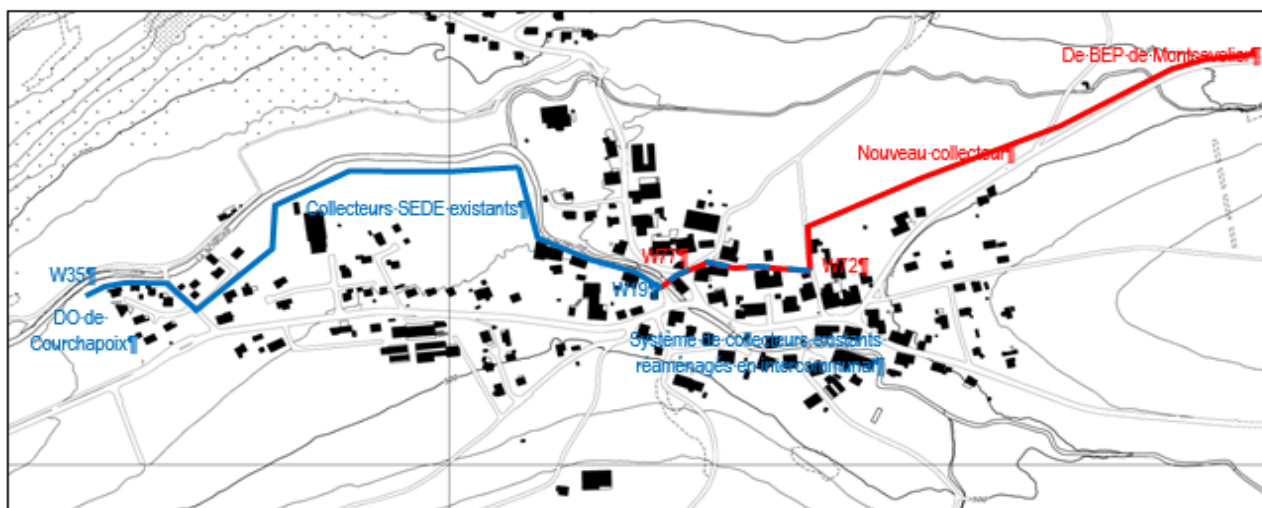


Courchapoix, traversée du village

Le tracé Montsevelier-Courchapoix implique de traverser le village de Courchapoix à travers le milieu bâti pour rejoindre un collecteur existant qui passe sous la Scheulte, juste en aval du bureau communal. La possibilité de réutiliser ce tuyau qui passe sous la rivière est une opportunité technique et économique intéressante.

La Commune de Courchapoix profitera de ces travaux pour réfectionner un tronçon de conduite d'eau et d'électricité à l'intérieur du village.

Un collecteur d'eaux usées existant sera réaffecté aux eaux claires, et la commune de Courchapoix contribuera financièrement à la construction d'un tronçon commun sur une longueur d'env. 420 m. Val-Terbi et Courchapoix profitent ainsi d'une synergie technique et financière.



Délais de réalisation

Les travaux débuteront au printemps 2018 pour s'achever à l'automne 2018.

Le Syndicat des eaux du Val Terbi (SEVT) qui réalise actuellement une conduite de transport EP intercommunale, va réaliser des travaux dans le secteur « Sous Vassa » à Corban. Il y a une opportunité d'économie importante à saisir en réalisant les travaux en commun sur env. 400 m. Il s'agit de poser dans la même fouille la conduite d'eaux usées et la conduite d'eau potable. Ces travaux seront réalisés courant septembre 2017.

Coûts des travaux

Le devis estimatif fait état des coûts attendus suivants :

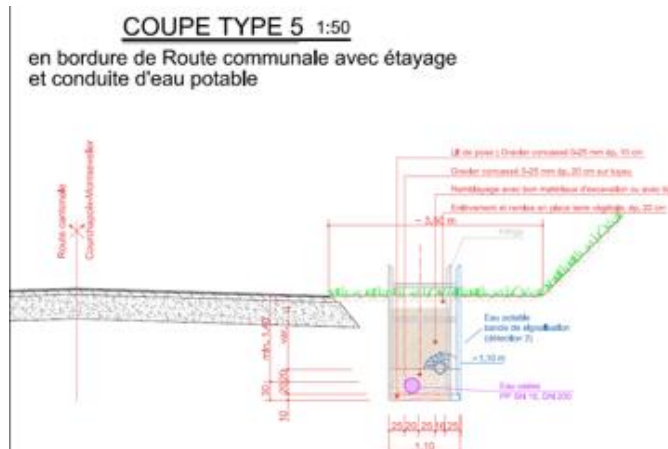
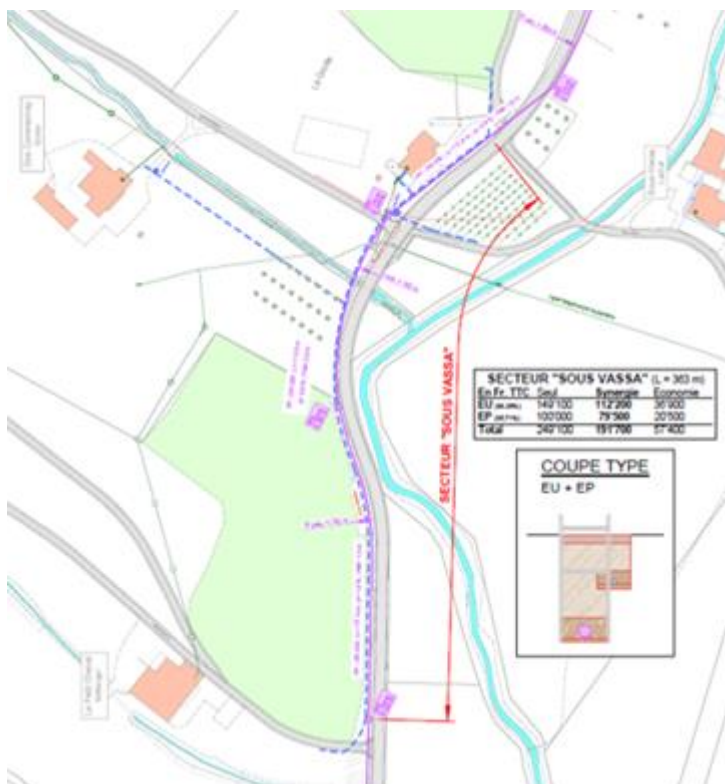
Prestations	Coût en Fr.
Etudes préliminaires	2'500.-
Acquisition du terrain, droit de superficie, pertes de culture, indemnités	43'954.-
Travaux de génie civil	946'634.-
Travaux de béton armé	195'443.-
Autorisations, taxes	147'300.-
Honoraires	146'532.-
Divers et imprévus (5%)	74'200.-
TVA (8%)	124'600.-
Montant total (arrondi)	1'690'000.-

Travaux anticipés et dépense préalable de Fr. 150'000.-

Une synergie est possible au lieu-dit « Sous Vassa » avec le projet de la conduite d'eau potable projetée par le SEVT. Un tracé commun entre les deux projets permet effectivement une économie intéressante.

La superposition des plannings montrait que les travaux dans ce secteur seraient engagés en septembre pour la conduite d'eau potable alors que la conduite d'eaux usées serait réalisée au printemps 2018.

De ce fait, afin de permettre la synergie évoquée ci-dessus, le Conseil général a statué le 20 juin dernier sur la libération d'un crédit préalable de Fr. 150'000.- permettant la réalisation de travaux anticipés sur le tronçon commun de la conduite d'eaux usées avec la conduite d'eau potable. Cela revient à préfinancer ce tronçon avant le vote du solde du crédit de Fr. 1'540'000.- par le peuple le 24 septembre prochain.



Subventionnement et participation de tiers

Le projet de raccordement intercommunal des eaux usées de Montsevelier au SEDE pourrait faire l'objet d'une aide cantonale. En raison de la nouvelle loi sur la gestion des eaux (LGEaux), le système de subventionnement cantonal est en cours de refonte. Le taux exact de subventionnement n'est pas connu à ce jour ; il devrait être de l'ordre de 40 %.

Courchapoix, qui profitera du projet pour réaliser un assainissement d'une partie de ses conduites, participera aux coûts à hauteur de Fr. 74'000.- environ. La commune s'est déjà prononcée sur le sujet en validant le projet et en acceptant le crédit de financement lors de son assemblée communale du 24 avril 2017.

Monsieur le président ouvre la discussion. Personne ne prend la parole. Monsieur Romain Lambert partie prenante dans ce dossier est prié de quitter la salle.

Monsieur le président propose de passer au vote.

Votation du point a : A l'unanimité, le crédit de Fr 1'540'000.- pour le raccordement des eaux usées du village de Montsevelier au SEDE (à couvrir par voie d'emprunt, sous déduction des subventions à recevoir et participation de tiers) est accepté.

Le message du Conseil général au corps électoral en vue de la votation du 24 septembre prochain est préavisé favorablement à l'unanimité.

Votation du point b : A l'unanimité, la dépense préalable de Fr. 150'000.- pour des travaux anticipés dans le Secteur « Sous Vassa », est accepté et donne compétence au Conseil communal pour le financement et la consolidation du projet.

8. Nomination d'un membre au bureau du Conseil général

Monsieur le président informe que le bureau du Conseil général doit être complété suite à la nomination de Madame Dorothee Lovis au Conseil communal.

Il propose Monsieur **Régis Chételat** et demande à l'assemblée s'il y a d'autres propositions. Personne ne prend la parole.

Monsieur **Régis Chételat** est élu au bureau du Conseil général à l'unanimité. Applaudissements de l'assemblée.

Evénement exceptionnel, petite intervention exceptionnelle. A la demande de Monsieur **Luc Chalverat**, les conseillers généraux et communaux ont, enfin, salué par de vifs applaudissements la ville de Moutier qui a choisi dimanche de rejoindre le canton du Jura.

Constatant que l'ordre du jour a été épuisé, **monsieur le président** remercie les membres du Conseil général et du Conseil communal de leur participation et leur engagement.

La prochaine séance du Conseil général se tiendra le **mardi 19 septembre à 19h30, le lieu est à définir.**

Vicques, le 20 juin 2017

AU NOM DU CONSEIL GÉNÉRAL

Xavier Dobler
Président

Sophie Lachat
Secrétaire